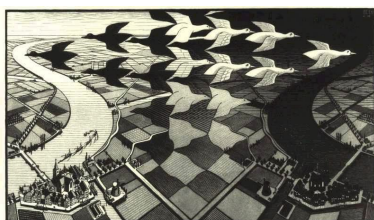


<https://collectiflieuxcommuns.fr/?1188-L-Occident-echappe-a-la-theorie-d-ibn-khaldun>



L'Occident échappe à la théorie d'Ibn Khaldûn

- Documents par thèmes - Analyses - Dynamiques Géopolitiques -



Date de mise en ligne : mardi 6 mai 2025

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

Extrait de Â« Ibn Khaldûn, une théorie pour notre temps ? Â», introduction générale du livre de Gabriel Martinez-Gros Â« Ibn Khaldûn, Anthologie Â», ed. Passés Composés 2024, pp. 18-19, 27-34.

Résumé des points principaux de la théorie

Pour Ibn Khaldûn, l'État est donc un processus de désarmement et d'accumulation du capital à travers l'impôt. L'État 'civilise' au plein sens du terme, il crée une société civile, pacifique, désarmée, et dans une certaine mesure asservie. L'État trace une limite claire entre la société sédentaire, qui vit sous sa protection, et la société bédouine, tribale, qu'il ne contrôle pas. Mais il a besoin des deux mondes, puisqu'il tire du monde tribal la violence dont il a besoin pour imposer sa paix dans le monde sédentaire.

Si on donne à ces termes, 'sédentaire' et 'bédouin' leur véritable sens, c'est-à-dire 'sous le contrôle d'un État' et 'hors du contrôle d'un État', la pertinence de la théorie peut être étendue très au-delà de l'Islam et du Moyen Âge. Cette organisation de l'État réclame simplement une ségrégation franche entre d'immenses majorités pacifiées, désolidarisées et productives d'une part ; et d'autre part des minorités violentes, solidaires et dirigeantes.

Le monde selon Ibn Khaldûn est posé dès lors qu'il existe un troupeau de 'moutons' producteurs – c'est-à-dire un territoire de populations denses, intensément laborieuses et largement désarmées, résignées à payer l'impôt qu'on exigera d'elles pour leur protection. Depuis le milieu du 1er millénaire avant notre ère à peu près, les plus vieilles paysanneries du monde, en Mésopotamie, Egypte, Syrie ou Asie Mineure, sont réduites à ce statut. L'empire perse achéménide, puis les royaumes hellénistiques, puis l'empire romain – et les empires parthe et sassanide ses contemporains – ont tiré une large part de leurs ressources financières de ces territoires. On peut donc les considérer comme des États selon la théorie d'Ibn Khaldûn, tout comme la Chine après son unification impériale en 221 avant notre ère. Il vaut la peine de noter que ces mêmes territoires (Egypte, Syrie, Mésopotamie) tombèrent les premiers aux mains des conquérants arabes. Il n'est donc pas étonnant que l'empire islamique ait rapidement suivi les traces des empires romain et perse qui l'avaient précédé dans ces régions. En expliquant l'empire islamique, Ibn Khaldûn explique aussi tout naturellement les empires qui lui ont servi de modèles.

Nous pouvons ainsi résumer en quatre points :

- 1) L'existence de l'État fonde une société nouvelle en transformant la violence et les solidarités naturelles des sociétés humaines en prospérité, en population et en richesses toujours croissantes. Ces populations désarmées, désolidarisées et qui paient l'impôt sont nommés 'sédentaires'.
- 2) Pour collecter pacifiquement l'impôt, l'État tend à éradiquer toute forme de violence et de solidarité, y compris la violence qui soutient sa propre existence. Il n'existe pas d'État enclin à la guerre. Tout État est pacifique par définition. C'est la différence majeure entre Ibn Khaldûn et les grands noms de la philosophie politique européenne, Hobbes, Locke, Montesquieu ou Max Weber. Les Européens sont en général intimement convaincus du pouvoir écrasant de l'État, de ses capacités sans bornes de violence. Au contraire, Ibn Khaldûn insiste sur la faiblesse structurelle de l'État, et sur sa tendance à se suicider en se désarmant.
- 3) Quand l'État a réussi à contrôler ou à éradiquer toute violence, il reste sans défense, ce qui l'oblige à contracter une violence mercenaire, accroît le coût de son armée, obère ses finances et ruine à terme la société civile qu'il était

supposé enrichir.

4) Le véritable modèle de l'État selon Ibn Khaldûn, c'est l'empire, sans rival dans son horizon – l'empire romain, l'empire chinois, l'empire islamique à l'époque abbasside (VIIIe-XIe siècles), ou l'empire moghol des Indes (XVIe-XVIIIe s)... L'empire rassemble sous son autorité la totalité des terres productives qui sont à sa portée. Ses seuls voisins sont des bédouins, dont il achète la violence ou dont la violence le harcèle. C'est un point crucial. L'empire est d'autant mieux disposé à céder aux invasions barbares que les barbares le reconnaissent comme le centre du monde et comme l'unique modèle de la civilisation. Jouir du privilège d'une civilisation sédentaire inégalable et insurpassable rend plus aisé pour l'empire l'achat de la violence barbare en échange des productions de luxe dont il a l'absolu monopole.

(...)

L'Occident échappe à la théorie

Pour faire court, on peut affirmer que l'Occident a échappé à la théorie d'Ibn Khaldûn pendant l'essentiel du Moyen Âge, pour une raison évidente. Avec l'effondrement des structures de l'empire romain, aux Ve-VIe siècles, l'impôt d'État disparaît ou décroît jusqu'à des niveaux insignifiants si on les compare aux prélèvements fiscaux de l'empire byzantin ou de l'empire islamique. Encore à la fin du Moyen Âge, l'État européen ne jouit ni du monopole des armes, ni du droit arbitraire de levée de l'impôt dont la théorie d'Ibn Khaldûn accorde le privilège à l'empire. La philosophie politique européenne, aux XVIIe et XVIIIe siècles, rejeta le système dont la théorie d'Ibn Khaldûn est la meilleure explication sous le nom de 'despotisme oriental'. Jamais dans l'histoire de l'Europe ne s'imposa le trait fondamental de la théorie, c'est-à-dire la distinction claire entre bédouins violents et sédentaires pacifiques et productifs.

'Bien sûr', pensera peut-être le lecteur, 'il n'y a pas de bédouins en Europe. Il n'y a pas de désert en Europe, donc il n'y a pas de bédouin'. C'est là, précisément que gît le grand contresens européen sur la théorie d'Ibn Khaldûn. Ce n'est pas faute de bédouins que cette théorie ne s'applique pas à l'Europe ; tout au contraire, elle s'applique mal parce que pendant des siècles, il n'y a pas eu, en Europe, de sédentaires.

La théorie est en effet pertinente dès qu'il existe un troupeau sédentaire, c'est-à-dire une masse de population productive, pacifique, et soumise à l'impôt. Si on donne au mot 'bédouins' sa définition la plus large, un clan ou une tribu pourvue de solidarités naturelles fortes, on trouvera de tels bédouins à peu près partout dans les temps néolithiques et protohistoriques, et dans le passé premier de l'Europe tout autant qu'ailleurs. La société bédouine ou tribale a été, pendant des 'centaines de siècles', eut dit Lévi-Strauss, l'organisation la plus commune des unités humaines. Au contraire, l'organisation sédentaire et les villes, sont nées beaucoup plus récemment. Le plus tôt qu'on puisse repérer, en Europe occidentale, un système sédentaire dirigé par un État, c'est l'époque romaine.

Mais dès lors que cette société sédentaire est sortie de terre, elle crée naturellement les menaces des tribus qui convoitent ses richesses, tout comme les troupeaux de moutons attirent les loups. Comme on y a insisté plus haut, c'est le véritable sens du mot 'bédouins' chez Ibn Khaldûn : les bédouins qui intéressent la théorie ne prospèrent que dans le voisinage d'une concentration sédentaire, qui puise dans ces marges dangereuses la violence dont elle est dépourvue. Les Romains nourrirent ainsi leurs marges germaniques ou illyriennes, l'empire islamique ses Turcs et ses Berbères, l'empire chinois ses Turcs, ses Mongols et ses Mandchous. Mais après la chute de l'empire romain, et pour des siècles, l'Europe ne nourrit aucune horde tribale, simplement parce qu'il n'y existe pas de troupeau de moutons taillables à merci, résignés à payer autant d'impôts qu'on en exigerait d'eux. L'Europe médiévale dément la théorie d'Ibn Khaldûn parce qu'elle a échappé au système impérial romain d'impôts lourds et centralisés. Il ne s'y trouve ni villes tentaculaires, ni majorités désarmées, ni guerriers professionnels recrutés dans les marges ou parmi les hors-la-loi. Et donc, il n'y a pas de pression bédouine. Les loups ne sont pas intéressés, ils passent leur chemin.

Une forme de centralisation fiscale d'État réapparaît dans la deuxième moitié du XIV^e siècle, pour la première fois aussi nettement depuis l'effondrement de l'appareil d'État romain sept ou huit siècles auparavant. En France et en Angleterre, le pouvoir invoqua les nécessités de la guerre de Cent Ans en cours. Mais là comme ailleurs en Europe, c'est plutôt la Peste et ses répliques qu'il faut d'abord blâmer. Elle abaissa dans d'énormes proportions les niveaux démographiques et productifs des sociétés, et donc les revenus des États en construction, incapables de réduire leurs dépenses – en particulier leurs dépenses militaires – pour les ajuster à l'état d'une économie brutalement appauvrie.

En conséquence, la théorie d'Ibn Khaldûn gagne quelque pertinence pour l'analyse de la société européenne entre XIV^e et XVIII^e siècles. Les armées sont de plus en plus professionnelles après le XV^e siècle. La 'révolution militaire' du XVII^e siècle exige un énorme accroissement du prélèvement fiscal, en particulier en France ou en Espagne. Quelques spécialisations bédouines se font jour : la Suisse, quelques régions d'Allemagne dans une moindre mesure, pouvoient de plus en plus la France ou l'Italie en 'soldats'. La population de la France est presque stable entre le milieu du XVI^e et le début du XVIII^e siècle, mais celle de Paris bondit grâce à la centralisation de l'impôt et à la croissance de l'administration et des dépenses de l'État.

Ces processus, conformes à la théorie d'Ibn Khaldûn, ont été remarqués par Tocqueville dans son dernier livre, *L'Ancien Régime et la Révolution*, sans mention d'Ibn Khaldûn, dont l'œuvre n'était pas encore traduite, et encore moins étudiée [1]. Dans ce livre, Tocqueville se demande pourquoi l'Ancien Régime s'est effondré presque sans résistance en 1789. Et sa réponse, c'est que le très long processus qui aboutit à la Révolution commence dans la deuxième moitié du XIV^e siècle avec l'impôt d'État. La fiscalité centralisée au profit de la Couronne a sapé l'autorité politique et sociale de la noblesse, qui était le pilier central de l'ordre royal.

Dans les termes d'Ibn Khaldûn, traduisons que la noblesse était la 'asabiya – le rassemblement de solidarités et de guerriers – sur laquelle reposait la royauté. La sape du pouvoir et du prestige de l'aristocratie par la royauté détruisit son esprit combattant. L'aristocratie domestiquée s'établit à Versailles ou à Paris, tandis que le roi donnait le premier rang dans l'État à des scribes et à des nouveaux-venus, de même que le monarque, dans la théorie d'Ibn Khaldûn, détruit sa propre tribu et fait appel à des 'clients' étrangers à son peuple [2]. Cette politique était destinée à soumettre l'aristocratie au roi, mais elle eut pour effet de déraciner la noblesse, soutien majeur du trône. Réduite à un arbre creux, la monarchie n'opposa qu'une résistance insignifiante à la Révolution.

Telle que l'explique Tocqueville, la Révolution française n'aurait guère surpris Ibn Khaldûn. La Révolution éclate au terme d'une crise budgétaire déterminée par des dépenses militaires écrasantes, conséquence inévitable du coût croissant d'armées professionnelles – et d'une guerre ruineuse en Amérique. La France affronte la même crise financière et militaire chronique qui affaiblit puis emporta l'empire romain au Ve siècle ou l'empire abbasside au Xe siècle. Sans surprise, la Révolution résout en partie le problème. La nouvelle armée révolutionnaire est jeune et gratuite. La Révolution paie ses troupes en droits politiques et en mesures idéologiques, tout comme les dynasties nouvelles, chez Ibn Khaldûn, paient les leurs en zèle religieux – la *da'wa*. Plus tard, cette armée révolutionnaire se nourrit des conquêtes et du pillage des pays voisins, Belgique, Pays-Bas, Allemagne et Italie – tout comme les Arabes conquérants tirèrent profit du pillage et de l'impôt exigé des terres soumises de Mésopotamie, d'Égypte ou de Syrie.

On pourrait encore ajouter à la comparaison, et conclure que, dans une certaine mesure, la Révolution française est une sorte de nouveau tribal et barbare qui donne le coup de grâce à une vieille monarchie dont la 'asabiya s'est épuisée. Mais il y a, cela va de soi, bien des aspects de la Révolution que la théorie d'Ibn Khaldûn n'explique pas ; et d'abord le fait que le nouveau politique et militaire de la France ne lui vient pas d'un monde tribal des marges, mais des profondeurs de son peuple. Dans la théorie d'Ibn Khaldûn, cette possibilité est exclue. L'existence même de l'État serait mise en cause si le peuple pacifique et productif s'emparait des fonctions militaires – en un mot, si les 'moutons' se faisaient 'loups'. Car les loups ne paient pas d'impôts, et l'État ne survivrait pas à la fin de la ségrégation marquée des producteurs d'avec les guerriers. Ibn Khaldûn insiste sur l'idée qu'un soulèvement civil ne

peut pas déboucher sur l'émergence d'une dynastie durable. Ces sortes d'aventures sont condamnées à l'échec ; d'abord parce qu'elles ne réussissent pas à rassembler la masse critique de solidarités combattantes ; mais aussi parce qu'en armant les foules, elles se privent du pouvoir de faire payer l'impôt à tous ceux dont c'est le seul rôle politique qu'on en attend [3].

La modernité

Mais bien sûr, quelque chose de nouveau était en cours dans cette deuxième moitié du XVIIIe siècle, en France et encore plus clairement en Angleterre – quelque chose qu'Ibn Khaldûn n'aurait jamais pu imaginer. Nous l'appelons 'révolution industrielle'. En quelques mots, pour la première fois depuis la formation des empires perse, romain, chinois deux millénaires auparavant, l'impôt d'État cessait d'être la source fondamentale, sinon exclusive, d'accumulation du capital. Pour la première fois, la population et l'économie progressaient grâce aux avancées des sciences et des techniques. Des populations mieux nourries, mieux soignées, pourvues d'outils plus efficaces, gagnaient en productivité. Comme le note Tocqueville avec justesse, l'idée d'un déclin du genre humain était partout dans les esprits et les écrits jusqu'au milieu du XVIIIe siècle. Elle est encore chez Montesquieu ou Voltaire. Inversement, après 1780, l'idée d'un progrès indéfini s'est imposée.

Plusieurs des plus grandes villes du monde nouveau ne sont pas des capitales, et ne bénéficient donc pas de l'afflux de l'impôt – Manchester, New-York, Barcelone ou Shanghai par exemple. La pertinence de la théorie d'Ibn Khaldûn s'évanouit, parce qu'elle avait été conçue dans et pour un monde pratiquement stagnant ; un monde dans lequel on ne pouvait mobiliser la richesse que par la contrainte de l'impôt, où l'impôt était le moteur nécessaire d'une économie anémique. De là venait la nécessité de soumettre et désarmer les majorités, de là la ségrégation stricte entre l'immense masse des producteurs et la petite minorité des guerriers. Mais si la richesse des nations et des États ne dépend plus exclusivement de l'impôt, la nécessité de désarmer les majorités disparaît – l'État peut même trouver un clair avantage à les armer, comme le montrent les victoires militaires de la Révolution.

Tout au long du XIXe siècle, le nouveau système s'étend en Europe. Les producteurs et les guerriers ne forment plus qu'un seul peuple, en contradiction flagrante avec la théorie d'Ibn Khaldûn qui commandait de les tenir soigneusement séparés pour construire l'État. Les producteurs se font conquérants. Les petites îles Britanniques conquièrent l'Inde immense et le doivent moins à la férocité de leurs troupes anglaises ou écossaises qu'à l'avantage scientifique et technique croissant dont elles jouissent après 1750. Dans la conquête de l'Inde, comme plus généralement dans le projet colonial moderne, la victoire récompense les valeurs sédentaires de la science, du travail et de la technique, au détriment des meilleurs guerriers du monde, Sikhs, Gurkhas ou Afghans, ce qui aurait abasourdi Ibn Khaldûn. De même, dans les premières batailles de la Révolution, Valmy ou Jemappes, le succès revint à des armées de producteurs hâtivement, et mal, armées au détriment des meilleurs soldats prussiens ou autrichiens – 'une armée de savetiers', aurait dit, en parlant des Français le duc de Brunswick qui commandait les Prussiens à Valmy.

La révolution fondamentale, qui rend caduque la théorie d'Ibn Khaldûn, tient aux nouvelles conditions scientifiques, économiques, démographiques. La création d'une richesse considérable par d'autres moyens que l'impôt, sa concentration ailleurs que dans les capitales, permet aux États d'élargir considérablement la mobilisation de leurs peuples, que la nécessité de lever l'impôt tenait jusque-là désarmés et asservis. Pour le dire avec les mots de Gellner, le loup et le mouton se retrouvent dans la même âme de citoyen. Ils y sont restés pendant plus d'un siècle, entre 1850 et 1970 environ. Les mêmes tranquilles producteurs, dont on réclamait dans la vie quotidienne qu'ils paient leurs impôts et obéissent aux lois avec un respect religieux de la majesté de l'État, étaient sommés en temps de guerre de s'armer et de se battre en héros de légende dans des guerres apocalyptiques.

Par une curieuse ironie du sort, l'Europe découvrit Ibn Khaldûn au moment même où sa théorie perdait l'essentiel de sa pertinence pour comprendre la modernité – au milieu du XIXe siècle. Il fut donc célébré comme le génial

théoricien d'un monde qui s'en allait, ou d'un Orient lointain. Il gouvernait l'Algérie française aussi bien que l'Inde britannique. Le savoir et la pratique coloniale lui rendaient hommage, même quand ils ne mentionnaient pas son nom ou son œuvre. Mais les sociétés européennes et les nations modernes ne relevaient plus de sa pensée. Plus du tout, plus jamais. L'histoire ne pouvait pas revenir en arrière.

Le retour d'Ibn Khaldûn ?

En sommes-nous si sûrs ? Parce que nous sommes nés dans un monde moderne, toujours plus riche et élargi, nous vivons tous avec l'idée que l'histoire va de l'avant. La plupart de nos propos publics s'attachent obstinément à cette vérité supposée d'évidence. Mais il n'est pas invraisemblable que le courant s'inverse. Nous pourrions bien en venir à un point d'inflexion dans l'étourdissante et lumineuse parenthèse de la modernité, qui a commencé en Angleterre dans les dernières décennies du XVIII^e siècle avec la révolution industrielle. Il est vrai qu'en 250 ans, entre 1800 et 2050, la population humaine aura été multipliée par 10 ou 12, et la richesse des nations par 60 ou 100, beaucoup plus que depuis les origines de l'histoire voilà 5000 ans.

Mais le mouvement pourrait s'éteindre doucement. Deux des moteurs principaux de la croissance mondiale faiblissent. La croissance démographique devrait s'atténuer, puis s'évanouir dans les décennies qui viennent. Depuis le pic de 1970, la croissance de la population mondiale a décliné de 2,2% à moins de 1% par an en 2020, et sa chute va s'accroître. En 2050, elle ne devrait pas dépasser 0,4% – soit la croissance, réputée faible, de la population française d'aujourd'hui. D'après certaines estimations, la population mondiale devrait commencer à décroître dès 2065-2070 [4]. Le vieillissement sera spectaculaire, surtout dans les pays émergents. Vers 2100, si on poursuit le tracé des courbes actuelles, 30% de la population mondiale devrait dépasser 60 ans, contre 25% de moins de 25 ans au mieux.

Le deuxième ralentissement prévisible touche le moteur aujourd'hui le plus puissant de la croissance mondiale. C'est le 'rattrapage', le comblement du fossé entre pays riches et pays émergents. Les compétences techniques et la productivité du travail se rapprochent, tout comme les rythmes démographiques et les niveaux de vie. Entre 2010 et 2019, l'économie chinoise a doublé de volume, celle du Japon n'a crû que de 10%. Aussitôt qu'un pays émergent dispose du niveau d'éducation et des capacités techniques requises, le rattrapage est d'autant plus rapide que le pays est au départ plus pauvre. Mais inversement, cette croissance s'atténue inévitablement à mesure que le pays émergent devient plus riche, son économie plus mûre et sa population plus âgée, à cause même du succès du rattrapage. C'est ce qu'on voit aujourd'hui en Chine.

Il reste un troisième moteur : la créativité, l'innovation, les gains de productivité. C'est la seule véritable valeur, tout le monde en est d'accord. Mais on peut remarquer qu'une part croissante de nos populations actives travaillent dans des secteurs de faible croissance productive – pour le dire plus précisément, dans des secteurs où la notion même de 'gain de productivité' est mise en doute. Que signifie la productivité d'un enseignant, d'un médecin, d'une infirmière ? La plupart des parents rejetteraient l'idée d'augmenter les effectifs des classes de leurs enfants pour améliorer la productivité des enseignants. La plupart des patients n'apprécieraient pas que leurs médecins soient contraints de limiter le temps de leurs consultations pour équilibrer les comptes de la Sécurité Sociale.

Si ces trois moteurs devaient faillir, et l'économie glisser dans une sorte de stagnation, la théorie d'Ibn Khaldûn retrouverait les conditions de sa pertinence, pour les mêmes raisons inversées qui l'avaient rendue caduque au moment de la révolution industrielle. Reste le plus important : la résurgence de la division entre sédentaires et bédouins, producteurs et guerriers. Il ne fait pas de doute que nous sommes plus nombreux, plus productifs, plus éduqués que nos ancêtres – en un mot, nous sommes plus sédentaires qu'ils n'étaient. Mais où sont les bédouins ?

Pour l'heure, ils ne sont pas au centre de la scène. L'État moderne les a supprimés dans les deux derniers siècles, il s'est acharné à contrôler à leurs dépens le moindre pouce de son territoire. Mais l'État malade du XXI^e siècle

pourrait leur rendre une nouvelle existence. Confronté d'une part à une économie défailante, et de l'autre à des dépenses de santé, d'assistance, d'éducation, de sécurité croissantes, l'État devrait vraisemblablement réagir de la même manière que l'empire romain ou l'empire abbasside dans leur déclin : couper dans les dépenses et accroître les recettes. Ce qui signifie resserrer sa poigne sur la majorité des citoyens producteurs, paisibles et rentables. Ils paient l'impôt – et ils en paieront davantage -, ils travaillent et respectent la loi et l'ordre, de sorte que des moyens limités suffisent à les contrôler. A l'inverse, il faudra se séparer de toutes les minorités dont les coûts du contrôle et de l'assistance sont très supérieurs à l'impôt qu'on peut en tirer, parce qu'ils sont vieux, violents, improductifs...

Ainsi le nouvel État serait être à la fois plus exigeant et tyrannique avec les majorités productives tout en livrant de larges portions de territoires et de populations à de nouvelles autorités tribales. Le processus est déjà en cours en Amérique latine, en Afrique et dans le monde musulman. En conclusion, nous pourrions bien être au seuil d'un autre monde, comme nos ancêtres de la fin du XVIIIe siècle, mais en sens opposé [5]. Ils sont passés d'un monde stagnant à un monde en constante croissance ; nous passerions à l'inverse de la croissance à la stagnation.

Si cette prédiction devait se vérifier, nous aurions peu de guides sur ces nouveaux chemins. La plupart des penseurs du XIXe et du XXe siècles deviendraient caducs, parce qu'ils n'ont jamais pensé qu'un monde en croissance. Avant eux, dans les temps de la stagnation agraire, très peu de philosophes ont essayé de penser le mouvement d'une société sans mouvement, ou presque, parce qu'ils voyaient l'ordre social comme une évidence à peu près éternelle. Machiavel et Ibn Khaldûn font partie de ces rares exceptions. Nous aurions grand intérêt à leur prêter plus d'attention que nous ne le faisons généralement.

[1] Alexis de Tocqueville, *L'Ancien Régime et la Révolution*, Paris, 1856

[2] Voir texte 13 [« Contre les siens et les gens de ses propres solidarités de combat, le maître de la dynastie s'abrite derrière ses clients et ses créatures »]

[3] Voir texte 10 [« Une cause religieuse pourvoit la dynastie dans ses origines d'une force qui s'ajoute à celle des solidarités de combat qu'elle tire du nombre de ses partisans »], en particulier la deuxième partie sur l'attente messianique du Fatimide dans le Maghreb du temps de la jeunesse d'Ibn Khaldûn. Il considère comme des malfaiteurs ceux qui réclament le pouvoir sans avoir l'appui de solidarités guerrières suffisantes pour mener leur projet à bien. Le succès est une des preuves de la légitimité de la révolte.

[4] Voir IHME, 'Inquiry and prospects', *Lancet*, édition Internet, 15 juillet 2020. D'après cette étude, la population Mondiale devrait atteindre un pic de 9,7 milliards d'humains en 2065, puis décliner jusqu'à 8,8 milliards en 2100 (soit à peine 10% de plus que le niveau de 2022). Les prévisions de l'IIASA de Vienne (2022) vont dans le même sens.

[5] Sur le retournement du 'régime d'historicité', c'est-à-dire de notre vision de la place respective du passé, du présent et du futur dans notre histoire, voir Reinhart Koselleck, *Vergangene Zukunft. Zur Semantik geschichtlicher Zeiten*, Suhrkamp, Francfort, 1979 ; François Hartog, *Présentisme et expérience du temps*, Paris, Seuil, 2003.